



DÉCLARATION
DU CHEF DE LA DÉLÉGATION,
S.E.M. JEAN-CLAUDE GAKOSSO,
MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES,
DE LA COOPÉRATION ET DES CONGOLAIS DE L'ÉTRANGER

AU

DÉBAT GÉNÉRAL DE LA SOIXANTE ONZIÈME
SESSION ORDINAIRE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DES NATIONS UNIES

New York, le 24 Septembre 2016

Vérifier au prononcé

Monsieur le Président de l'Assemblée Générale,

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies,

Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement, Excellences Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Permettez-moi avant toute chose de vous adresser mes sincères félicitations pour votre élection à la présidence de cette 71ème session de notre Assemblée générale. La République du Congo, qui compte parmi les vice-présidents qui vous accompagneront tout au long de la présente session, sera pleinement engagée à vos cotés.

À Monsieur Ban Ki-Moon, Secrétaire Général de l'Organisation des Nations Unies, qui arrive au terme de son mandat, je voudrais saisir l'occasion que m'offre cette tribune pour lui rendre un hommage solennel. Grâce à son leadership, il a su mobiliser les Dirigeants de notre monde et tous les acteurs de la vie internationale autour des grands défis planétaires de notre temps, posant ainsi les jalons de la refondation de notre Organisation et créant les conditions susceptibles de lui permettre d'assumer pleinement sa vocation historique dans la gouvernance mondiale.

Monsieur le Président,

La République du Congo salue l'œuvre accomplie par votre prédécesseur, Monsieur Mongens Lykketoft, dont la sagacité et la clairvoyance ont permis l'adoption unanime, voici un an, du **Programme de développement durable à l'horizon 2030**. Un Programme qui consacre, devant l'Histoire, l'avènement d'une nouvelle ère, celle du développement durable.

Dois-je rappeler ici que le **Gouvernement de mon pays, la République du Congo**, avait déployé des ressources considérables dans la mise en œuvre des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Il entend à présent bâtir son avenir sur ces prémices et poursuivre son engagement dans la réalisation des 17 Objectifs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, la finalité étant évidemment d'assurer le bien-être des populations congolaises.

Mais aujourd'hui, les efforts de notre Gouvernement ont besoin d'être soutenus par la communauté internationale, notamment par le biais de mécanismes financiers tels que :

- le **Fonds vert pour le climat**,
- le **Fonds bleu**,
- le **Fonds d'Adaptation**,
- ou encore le **Fonds pour l'Economie Verte en Afrique Centrale**.

En tout cas, je puis vous assurer que le Gouvernement de mon pays investira toutes les ressources disponibles et ne ménagera aucun effort pour que chaque Congolais vive dans la dignité, pour que personne ne soit laissé pour compte. Tel est l'engagement auquel mon pays a souscrit en s'associant à l'adoption du Programme du Développement Durable à l'horizon 2030.

Monsieur le Président

La République du Congo apprécie à sa juste valeur la décision du Sommet du G20, tenu récemment à Hangzhou, en Chine, de soutenir l'industrialisation des pays en développement, notamment en Afrique où l'on en a le plus grand besoin. Cette décision pertinente nous rassure sur l'engagement des pays du G20 dans la perspective de la **réalisation de l'objectif 17 du développement durable**, en son volet « Renforcement du Partenariat mondial pour le développement durable ».

En effet, nous ne voyons pas comment l'Afrique pourrait se développer durablement et se moderniser sans passer par son **industrialisation**. Cette industrialisation, nous la savons tributaire de l'offre en énergie. C'est pourquoi la République du Congo souscrit pleinement aux projets d'électrification du continent actuellement en discussion et qui, pour une fois, - nous l'espérons vivement - ne devraient plus être des vœux pieux.

Monsieur le Président

Il y a cinq ans, nous avons tous salué l'avènement de la plus jeune nation du monde, la République du Soudan du Sud. Malheureusement, deux ans après son accession à l'indépendance, ce pays a sombré dans des conflits fratricides à répétition. Des conflits récurrents dans lesquels les populations civiles payent un lourd tribut.

Du haut de cette tribune, nous exhortons toutes les parties prenantes dans ce conflit à faire preuve de volonté politique, de dépassement, et à s'engager en toute bonne foi dans la mise en œuvre de l'Accord de paix signé en août 2015, à Addis Abeba.

La gravité de la situation au Soudan du Sud nécessite aujourd'hui le déploiement rapide de la force de protection régionale sous le mandat du Conseil de sécurité des Nations Unies. Ce déploiement est impératif, car il est vraiment temps d'arrêter cette insupportable effusion de sang qui risque de compromettre à jamais l'avenir de cette jeune nation. Tout aussi impérative est l'instauration d'un climat de confiance entre les différents protagonistes afin que la réconciliation nationale puisse être mise en œuvre.

Monsieur le Président

Hier encore la RCA était en proie à une crise grave. Aujourd'hui, grâce à la solidarité internationale, grâce à l'engagement de l'ONU, de l'Union Africaine, de l'Union Européenne, de la France, des Etats Unis et des Etats membres de la CEEAC, ce pays a pu conduire avec succès une transition politique dont l'épilogue a été l'élection présidentielle, ouvrant ainsi la voie à l'espérance collective d'une vie meilleure.

La République du Congo salue cet accomplissement qui est l'expression de la volonté d'un peuple décidé à enterrer ses vieux démons, un peuple décidé à renouer avec la paix et la stabilité après plusieurs années de chaos. La République du Congo encourage les efforts de paix, de réconciliation et de reconstruction auxquels le Président Faustin Archange Touadera et son Gouvernement s'emploient avec courage et abnégation.

Mon pays, la République du Congo, réitère, ainsi qu'il l'a fait lors de la 9^{ème} Réunion du Groupe International de Contact sur la RCA, tenue récemment à Bangui, son soutien et sa solidarité à l'égard de ce pays frère, aussi bien dans le cadre de la MINUSCA que dans le cadre du Groupe International de Soutien.

Monsieur le Président

Nous ne pouvons que déplorer les événements tragiques qui ont secoué, voici près d'une semaine, Kinshasa et endeuillé le peuple frère de la République Démocratique du Congo. Comme l'a fait le Secrétaire Général des Nations Unies, il y a quelques jours, nous invitons, nous aussi, nos frères congolais à privilégier la recherche de solutions pacifiques, notamment par le biais d'un dialogue inclusif...invariablement dans un esprit de tolérance réciproque.

Au Gabon, la crise post-électorale a engendré des violences qui demeurent une source de préoccupation pour nous tous. Nous formons le vœu ardent de voir le peuple frère de ce pays puiser dans les profondeurs de la sagesse bantoue que nous avons en partage pour sortir réconcilié de cette épreuve douloureuse.

Monsieur le Président,

Je ne saurais terminer mon propos sans évoquer les récentes évolutions institutionnelles que mon propre pays a connues à la suite du scrutin référendaire du 25 octobre 2015. Ce scrutin a permis l'adoption d'une nouvelle Constitution, plus adaptée aux exigences de l'État de droit dans son acception la plus communément admise.

Une Constitution qui renforce le principe de séparation des pouvoirs, consacre l'indépendance de la justice, abolit la peine de mort, parie sur la parité Homme-Femme, reconnaît les droits fondamentaux des peuples autochtones et pose les jalons d'une démocratie participative.

Une Constitution, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, qui institue, à côté de la Commission nationale des droits de l'homme, d'importants organes chargés de préserver la cohésion sociale par la justice, l'équité, la paix des cœurs et la tranquillité des esprits...en puisant dans les plus vieilles des traditions africaines. Ces organes sont :

- un Conseil national du dialogue ;
- un Conseil consultatif des femmes ;
- un Conseil consultatif de la jeunesse ;
- un Conseil national des Sages ;
- et un Conseil consultatif des personnes vivant avec handicap.

Bref, autant d'innovations, voulues par le peuple souverain lui-même, autant de challenges que nous avons aujourd'hui à relever et qui vont indubitablement améliorer la gouvernance politique, économique et sociale dans notre pays.

Et ce, pour le plus grand bien de notre peuple.

Je vous remercie.